

PARTI DES PIRATES

Sur tous les fronts

Luc Caregari

Longtemps silencieux, le parti des pirates luxembourgeois se réveille avant les élections communales d'octobre, même sans présenter de listes.

Ce n'était un secret pour personne que les pirates ne participeraient pas aux élections communales d'octobre (voir woxx 1077). Mais pourtant, l'atmosphère électrique pré-électorale semble les avoir gagnés. Comment interpréter autrement la pluie de communiqués de presse de leur part pendant les dernières semaines ? Premièrement, il y a « l'affaire » de la foire de l'étudiant : le Cedies, responsable de la distribution des stands, leur a refusé la possibilité de se représenter, sous le prétexte qu'il n'accepterait que des partis représentés à la Chambre des députés. « Or, c'est un non-sens », explique Sven Clement, le président du parti, « vu que deux des organisations présentes, les jonk Gréng et les jonk Lénk, se décrivent dans leurs statuts comme totalement indépendantes de déi Gréng et de déi Lénk. Donc, de facto ils ne sont pas représentés à la Chambre et ne devraient pas avoir droit à un stand ». Pour l'instant, les pirates veulent rester patients, car la personne responsable serait encore en congé. « Mais s'ils persistent, on va aller voir l'Ombudsmann », prévient Clement.



Outre leurs soucis internes, le parti des pirates s'apprête à lancer, à partir du 18 septembre, le site www.depuwatch.lu. Selon leurs propres dires, ce site doit détailler le vote de tous les députés sur tous les textes qui sont passés par le parlement depuis 2004. Un service que le site parlementaire - www.chd.lu - n'offre pas pour l'instant, alors que cela correspondrait à un minimum de transparence. Selon Clement, « Pour nous, ce site est une affaire complexe et même paradoxale. Car d'un côté, c'est contraire à nos idéaux de protection de la sphère privée, mais de l'autre nous voulons rendre les affaires publiques plus transparentes. Et puis, nous voulons que depuwatch soit un outil neutre et non associé à notre parti. C'est

pourquoi nous avons demandés aux personnes derrière le site www.politikercheck.lu de participer en tant que garant de neutralité ». Dommage juste que le site ne mentionne pas les conseils d'administration et autres firmes dans lesquels siègent les députés - cela aurait permis de faire des connexions vraiment intéressantes.

En ce qui concerne les élections, le fait de ne pas présenter des listes n'a pas empêché le parti des pirates de publier un catalogue de recommandations que les autres partis peuvent, à l'image de la libre circulation des données, copier et coller dans leurs programmes. Le ténor de ce document, qu'on peut télécharger sur le site www.piratepartei.lu, est la démocratie de base et la transparence du fonctionnement des institutions communales, comme par exemple la possibilité de voir les séances sur le net mais aussi d'y participer en obligeant les responsables communaux de répondre à des questions citoyennes. Si les recommandations auraient pu éviter certains fiascos, comme celui de Sandweiler (voir woxx 1125), il reste tout de même étonnant qu'aucune mesure sociale ne soit préconisée dans ce « programme ». Est-ce que le parti des pirates pense que plus de démocratie et plus de transparence entraîneront automatiquement plus de justice sociale ? « En rendant possible la participation démocratique en permanence, chacun pourra, sans devoir prendre congé, faire entendre sa voix dans les prises de décision au niveau communal », rétorque Clement, « Ce serait déjà un progrès. En outre nous voulons aussi des zones wi-fi gratuites dans les places publiques ce qui devrait permettre à chaque citoyen d'accéder aux informations qui le concernent. En même temps, nous revendiquons que l'ordinateur personnel soit considéré comme un besoin de base inaliénable ». Et comme pour montrer qu'ils désirent être pris au sérieux, le parti des pirates vient de se déclarer solidaire des citoyens de Roeser qui s'opposent au stade de football national avec un centre commercial qui a été décidé sans consultation des habitants de la commune. Même s'il n'est pas sûr que cela suffise à aider ces personnes, une chose est certaine : le parti des pirates cherche déjà à se donner un profil pour 2014.

SHORT NEWS

L'insecte qui attaque Monsanto

Un petit insecte a bien déjoué Monsanto : En 2003 le géant avait promis une solution magique contre les parasites aux agriculteurs américains avec un OGM capable de produire lui-même une toxine grâce à un gène transplanté. Déjà en 2009, 45 pour cent du maïs cultivé aux Etats-Unis était de ce type. Du à cette monoculture et comme les zones non transgéniques devenaient de plus en plus rares et qu'en plus la rotation des cultures ne se pratiquait plus, le coléoptère nommé „Diabrotica virgifera“ a développé une résistance à la toxine sécrétée du maïs transgénique. Même si Monsanto essaie de minimiser les dégâts, le coléoptère relève bien la vulnérabilité du géant. Aussi au niveau européen, l'opposition contre les cultures OGM persiste - même si l'affaire est loin d'être gagnée : Ainsi, le parlement européen a voté récemment une série d'amendements, qui établissent des droits supplémentaires aux Etats membres pour interdire des OGM. Néanmoins : « Le système d'évaluation et d'autorisation des OGM au niveau de l'union européenne reste déficient à l'heure actuelle », juge Maurice Losch, chargé de campagne OGM et Agriculture chez Greenpeace Luxembourg. Ainsi, si un OGM n'est pas autorisé par l'Union européenne, un Etat membre ne peut pas l'autoriser au niveau national. Si un OGM est autorisé au niveau de l'union, un Etat membre peut par contre l'interdire au niveau national. Mais : Même si la Commission européenne a élargi les motifs avec lesquels les Etats membres peuvent interdire un OGM au niveau national, Greenpeace craint, qu'avec cette politique la Commission veut simplement « briser la résistance des Etats membres au niveau européen et qu'elle y entend autoriser ainsi plus d'OGM ». En plus, Greenpeace critique que les motifs attribués par la Commission sont sans valeur juridique. Ainsi l'organisation demande un moratoire sur toutes les autorisations d'OGM jusqu'à ce que la Commission européenne ait renforcé la protection contre les OGM au niveau de l'union et qu'elle ait donné aux Etats membres de réelles possibilités d'interdire un OGM au niveau national.

Geschasste Professorin klagt gegen Unilux

Gut 350 Personen hatten bis Mittwoch die von Studierenden des „Master in Lernen und Entwicklung in mehrsprachigen und multikulturellen Kontexten“ an der Universität Luxemburg initiierten Online-Petition unterschrieben. Darunter die Mehrheit der Studierenden des Studiengangs, ForscherInnen an der hiesigen Uni, Vertreter diverser Ministerien aber auch ProfessorInnen zahlreicher Unis aus Europa und Übersee. Es geht um die von der Uni-Leitung verweigerte Weiterbeschäftigung der Programm-Direktorin Gudrun Ziegler, die den erwähnten Masterstudiengang von Beginn an aufgebaut hat und deren befristeter Vertrag am 31. August ausgelaufen ist. Eine unbefristete Anstellung wird der Linguistin verwehrt, da die dafür durchgeführte Bewertung nicht ausreichend positiv ausgefallen sei, so der Michel Margue, Dekan des Campus Walferdange, gegenüber dem Lëtzebuerger Land. Die Evaluierung selber wurde Ziegler nicht zugänglich gemacht. Sie klagt jetzt vor dem Zivilgericht für ihre Weiterbeschäftigung. Ihre StudentInnen und UnterstützerInnen halten seit Mittwoch jeweils in der Mittagspause offene „Wir LERNEN“-Treffen auf Campus Walferdange ab, um so ihrer Petition Nachdruck zu verleihen. Der Wunsch der Protestierenden, in einer Art Moratorium Gudrun Ziegler vorläufig weiter zu beschäftigen bis die rechtlichen Fragen geklärt sind, dürfte nicht Erfüllung gehen, da der zweite Mann in Walferdange, Vizedekan Georges Steffgen, wort-online gegenüber betonte, über genügend Personal im Fachbereich zu verfügen, um die „Studenten ordentlich zu betreuen“ und die Position der Direktorin mit einer Person neu zu besetzen, die „Erfahrung und Kompetenz mitbringt“.

Atomkraftwerk Cattenom

Am Montag kam es zu einer Schnellabschaltung von Block 2 des Atomkraftwerks Cattenom. Die Anlage war erst vor kurzem hochgefahren worden. Die erneute Abschaltung erfolgte aufgrund der Schwankungen des Wasserniveaus in den Dampferzeugern. Im Gegensatz zum saarländischen Umweltministerium scheinen die Luxemburger Stellen nicht informiert gewesen zu sein.